

productivité et ensuite débrouillez-vous avec vos produits, on ne peut pas vous aider à les vendre.

Pensez-vous que le ministre de l'Agriculture parlait ainsi quand il était assis avec nous, ici? On dirait qu'à l'instant où il a quitté notre parti, il nous a simplement laissé son intelligence. Quant à lui, il a tout perdu et il s'en est allé de l'autre côté de la Chambre, parmi les libéraux. Il ne tient plus le même langage qu'auparavant. On dirait qu'il a perdu le sens des valeurs depuis qu'il est ministre de l'Agriculture.

Quand le ministre allait dans la circonscription de Medicine Hat, alors qu'il était créditiste, il ne parlait pas comme aujourd'hui. Il disait aux cultivateurs de l'Ouest, à ceux de Medicine Hat: Croyez-moi, je connais l'agriculture et, parmi les libéraux, je vais pouvoir vous rendre plus de services que je pouvais vous en rendre comme créditiste. Aujourd'hui, il est en train de vendre les cultivateurs de sa circonscription, de sa province et de son pays, parce qu'il n'ose plus critiquer le système financier. Il a déjà su où se situait le problème. Aujourd'hui, il ne le sait pas. Mais il sait, par exemple, que le problème n'en est pas un de production. Et cela s'applique à tous les produits agricoles: le blé de l'Ouest, les pommes de terre des provinces Maritimes, le lait du Québec, le maïs de l'Ontario et ainsi de suite.

Le ministre ne présente pas de solution. Même s'il était obligé de démissionner, cela ne réglerait rien. Si un autre numéro le remplaçait, en quoi cela solutionnerait-il le problème si le système demeure inchangé?

On forme des commissions. Récemment, les membres du comité de l'agriculture—j'aperçois le secrétaire parlementaire du ministre (M. Côté)—sont allés se promener d'un bout à l'autre du Canada pour rencontrer les agriculteurs chez eux. Ils ont constaté qu'il existait des problèmes relativement au blé de l'Ouest, comme l'a brillamment exposé tantôt le chef du Nouveau parti démocratique. Ils sont allés en Ontario. Ils se sont rendus à Québec. Ils y ont rencontré les cultivateurs au Château Frontenac, parce que c'est là, apparemment, où les meilleures terres existent! (*Rires*)

Le secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture assistait à la rencontre et a déclaré que les cultivateurs de l'Est ou les cultivateurs du Québec étaient bien heureux des arrangements conclus avec le ministère fédéral de l'Agriculture. Mais les cultivateurs lui ont apparemment répondu, de façon assez ferme et assez convaincante, qu'ils ne l'étaient pas plus d'ailleurs que les cultivateurs de l'Ouest. On a constaté l'ampleur du marasme dans lequel se trouve l'agriculture au Canada.

Aujourd'hui, il faut voir ce qui existe dans le monde. Au fait, n'est-ce pas le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) qui a dit: Un jour, nous étions les producteurs de blé par excellence, surtout au lendemain de la guerre, alors que certains pays étaient dévastés et que leurs habitants ne produisaient pas de blé, qu'ils l'importaient, qu'ils l'achetaient de nous.

Aujourd'hui, les rôles sont changés. Ces pays-là se sont développés avec l'aide du Canada, sans doute, et sont devenus des producteurs de blé.

Je suis allé en Inde, où l'on achetait des quantités considérables de blé. Aujourd'hui, l'Inde achète son blé du Mexique, parce qu'il semble six ou sept fois plus profitable que le blé canadien ou américain.

Même si les conditions ont changé, cela ne veut pas dire qu'on doive cesser toute production de blé chez nous. Au fait, je suis d'avis que si nous avions une politique agricole globale, qui permettrait aux agriculteurs de produire avec l'assurance de vendre leur production, la situation serait tout autre. Il importe que le gouvernement et le ministre prennent leurs responsabilités.

Il faut pourvoir à l'entreposage de la production qu'on croit excédentaire, mais il faut d'abord pourvoir à la distribution de cette production aux consommateurs canadiens. Cela, c'est la première chose à faire. Ensuite, on pourra parler de surplus. Nous en avons. Eh bien, bâtissons des greniers. On l'a fait à l'époque de la guerre pour entreposer des obus, des engins de destruction; on a trouvé des milliards de dollars.

Faisons donc la même chose en temps de paix pour les denrées alimentaires, pour le blé, etc. Garantissons aux producteurs de blé de l'Ouest une vente—pas une vente à perte—qui leur permettra de réaliser un profit et de vivre convenablement. Faisons la même chose dans tous les domaines.

Ensuite, envoyons la production excédentaire dans les pays sous-développés qui en ont besoin. Qu'est-ce qui empêcherait les Canadiens de venir en aide à ces pays-là? Nourrir ceux qui ont faim, il me semble que c'est chrétien.

Aujourd'hui, parce que le système financier est pourri, on est soumis au gré de la finance.

A l'instar du ministre de l'Agriculture, nous avons les deux pieds et les deux mains liés. On se dit: Je ne peux pas faire mieux.

Le gouvernement nous présente des budgets rétrogrades, des budgets qui ne visent pas du tout à la relance de l'économie du Canada. N'oublions pas que notre pays compte de